

RELIGIONS Les milieux évangéliques soutiennent le sionisme pour des raisons eschatologiques. **12**

HISTOIRE VIVANTE Née en 1949, l'UNRWA vient en aide à plus d'un million et demi de réfugiés palestiniens. **13**

le **MAG** Désormais créatrice, l'intelligence artificielle pousse la société vers encore davantage de numérisation. **19**

WEEK-END

SOLIDARITÉ
11
LE COURRIER
VENDREDI 16 FÉVRIER 2024

L'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur a sérieusement du plomb dans l'aile à la suite des fortes mobilisations des agriculteurs européens ces dernières semaines

Accord torpillé par les paysans

SERGIO FERRARI

UE-Mercosur ▶ Les manifestations agricoles qui ont lieu en Europe ces dernières semaines ont presque certainement conduit à la suspension de l'accord Mercosur-Union européenne (UE), qui a plus de détracteurs que de sympathisants de part et d'autre de l'Atlantique. Mercredi 7 février, les positions critiques qui circulaient sur l'accord de libre-échange prévu entre l'UE et ce groupe de pays d'Amérique du Sud, composé de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay, ont été clairement exprimées par Maros Sefcovic, vice-président exécutif de la Commission européenne: «Je voudrais confirmer que, de l'avis de la Commission européenne, les conditions pour la conclusion de l'accord avec le Mercosur ne sont pas réunies», a-t-il déclaré lors d'une session plénière du Parlement européen consacrée à l'impact des protestations croissantes du secteur rural dans de nombreux pays du continent.

Le traité de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne est en cours de négociation depuis les années 1990. Bien qu'un accord annoncé par les présidents Mauricio Macri (Argentine), Jair Bolsonaro (Brésil), Emmanuel Macron (France) et Angela Merkel (Allemagne) ait été conclu le 28 juin 2019, la version finale n'a pas été adoptée ou ratifiée par les États impliqués et n'est donc pas entrée en vigueur. Les secteurs progressistes d'Amérique latine avaient alors dénoncé le «secret» du processus de discussion de l'accord et le manque total de transparence dans sa rédaction. Même les parlements des États membres n'avaient pas été informés de son contenu.

«Concurrence déloyale»

Périodiquement, des propositions avaient été faites, principalement par l'UE, pour accélérer sa ratification. Toutefois, la récente mobilisation des agriculteurs à l'échelle du continent a conduit à sa «mort temporaire».

S'il entrait en vigueur, cet accord serait l'un des plus importants au monde: 780 millions de personnes concernées et des volumes d'échanges compris entre 38 et 43 milliards de francs pour les importations et les exportations.

L'une des demandes formulées lors des récentes manifestations agricoles est l'élimination des accords de libre-échange, car ils pourraient ouvrir la porte à des produits agricoles qui ne respectent pas les normes convenues au sein de l'UE. Selon les agriculteurs eu-



L'une des revendications des paysans européens est la suspension immédiate de toutes les négociations d'accords de libre-échange. KEYSTONE

ropéens, il s'agit d'une concurrence déloyale, car les normes latino-américaines sont moins exigeantes et réduisent donc les coûts de production.

Le 29 janvier, la Confédération paysanne française a présenté publiquement les 20 principales revendications qui fondent sa participation aux manifestations. Les deux premières consistent en «la suspension immédiate de toutes les négociations d'accords de libre-échange, y compris avec

«Cet accord est anachronique et obsolète. Il n'a aucune raison d'être»

Isolda Agazzi

le Mercosur» ainsi qu'en «la rupture avec la concurrence déloyale, conséquence directe du libre-échange, par la mise en place d'outils de protection économique et sociale des agriculteurs: la régulation des marchés agricoles pour stabiliser et sécuriser les prix agricoles».

Ce même jour de janvier, la Coordination européenne de Via Campesina, la principale coalition internationale de paysans, a demandé avec insistance la suspension des négociations

sur l'accord UE-Mercosur. De même que la non-ratification de l'accord de libre-échange UE-Nouvelle-Zélande et l'arrêt de négociations en cours avec le Chili, le Kenya, le Mexique, l'Inde et l'Australie.

La société civile élève la voix

«La suspension par l'UE des négociations sur un accord de libre-échange avec le Mercosur est une bonne chose, et la Suisse et l'Association euro-

péenne de libre-échange (AELE) devraient suivre cet exemple», a déclaré au correspondant de Via Campesina Isolda Agazzi, experte en relations commerciales auprès d'Alliance Sud, la plateforme de coordination des œuvres d'entraide suisse. Selon elle, «la libéralisation des produits agricoles conduirait à une aberration écologique contraire aux efforts de protection du climat. Cet accord est anachronique et obsolète. Il n'a aucune raison d'être».

Alliance Sud, membre de la Coalition suisse sur le Mercosur, s'oppose à ces accords depuis des années. En 2021 déjà, elle les avait qualifiés de «non-sens climatique» et avait estimé qu'ils «conduiraient à une augmentation de 15% des émissions de gaz à effet de serre liées au commerce agricole».

La coalition avait souligné que l'accord «aura un impact négatif tant sur la situation de l'environnement et des droits humains dans les pays d'Amérique latine que sur l'agriculture en Suisse». En outre, il contribuera à la destruction progressive des forêts tropicales et à l'utilisation de pesticides dangereux, dont certains sont interdits dans les pays de l'AELE. Il entraînera également une augmentation des importations de viande «dont la production ne répond pas du tout aux normes suisses en matière de bien-être animal et contredit les attentes légitimes des consommateurs».

Déforestation et agrobusiness

Greenpeace, également radicalement opposé à l'accord Mercosur-UE, rappelle que «cet accord est souvent présenté comme un accord 'voitures contre vaches' parce qu'il vise à promouvoir les exportations européennes d'automobiles. Il vise aussi à encourager les exportations de textiles et d'aliments (fromage, lait en poudre...)» L'Europe importe principalement de la viande (bœuf, poulet...) et de l'éthanol depuis les pays du Mercosur. Selon Greenpeace, «cet accord est vivement critiqué par les agriculteurs européens, qui dénoncent une concurrence déloyale avec des normes environnementales, sociales et sanitaires différentes, ainsi que par les associations écologistes, qui pointent un impact négatif sur les forêts et un renforcement de l'agrobusiness».

Les États membres de l'AELE – Suisse, Norvège, Islande et Liechtenstein – négocient parallèlement un accord avec le Mercosur. Cet accord n'entrerait pas en vigueur si le principal traité des pays d'Amérique du Sud avec l'UE n'était pas mis en œuvre. I

Traduction Rosemarie Fournier.

Pour une politique étrangère éthique

«Depuis longtemps déjà, la politique économique extérieure suisse, qui ne sert le plus souvent que les intérêts des multinationales, est dépassée», écrit Public Eye dans un nouveau rapport¹. Les accords de libre-échange passés par la Suisse avec plusieurs pays du Sud, comme l'Inde et la Chine, sont notamment dans le collimateur de l'ONG. Selon elle, il faudrait en particulier que ces traités incluent des dispositions contraignantes sur le respect des droits humains et de la nature.

Mais le rapport, intitulé «Repenser la politique économique extérieure de la Suisse», ratisse beaucoup plus large et propose de nombreuses mesures à prendre dans huit domaines, du commerce à la fiscalité, en passant par la place financière et les services publics.

Public Eye entend ainsi contribuer au débat public dans le sillage d'un postulat déposé le 16 octobre dernier par la com-

mission de politique extérieure du Conseil national à l'intention du Conseil fédéral. Cette commission demande au gouvernement de revoir le cadre juridique suisse relatif à la politique économique extérieure, mais ce dernier a refusé d'entrer en matière. Le Conseil national a malgré tout adopté ce postulat en décembre à une courte majorité, ouvrant ainsi le débat plus largement.

Parmi les propositions de l'ONG suisse, que les droits des entreprises dans les accords de protection des investissements soient conditionnés à des obligations de protection des droits humains et de l'intérêt public. Elle se prononce pour l'obligation de «réaliser des analyses de durabilité préalables aux accords économiques» et suggère de renforcer la coopération internationale pour les investissements publics dans les «communs numériques» (digital commons).

Mentionnons aussi la réglementation du négoce des matières premières, lequel a explosé en Suisse ces vingt dernières années, la protection des services publics dans le cadre d'accords internationaux, l'amélioration de la transparence du secteur financier et le renoncement aux «investissements nuisibles» (comme l'armement et le développement des hydrocarbures).

«Actuellement, la politique économique extérieure suisse est obsolète et nous empêche de faire face aux défis mondiaux. Elle va même à l'encontre des objectifs de développement durable de l'ONU et de la préservation à long terme des moyens de subsistance des générations à venir, et donc de la préservation de la prospérité au sens large de toute l'humanité», conclut Public Eye. **CKR**

¹www.publiceye.ch/fr